

Quelques rappels sur le servage en Russie :

différencier servage et esclavage :

Considéré légalement comme un bien meuble, l'esclave est une marchandise que le propriétaire pouvait vendre, acheter, échanger, donner sans possibilité pour l'intéressé de faire valoir aucun droit ni objection. Le serf, en revanche possède théoriquement des droits légaux, définis par des coutumes ou codifiés dans des lois. Il n'appartient pas à un maître mais plutôt à une terre et il dépend du maître de cette terre. Le servage, qui s'est imposé en Occident pendant tout le Moyen-Age, avait commencé dès la fin de l'Empire Romain, codifié déjà en 322 par un édit de Constantin, le plus souvent il résulte au départ d'un contrat avec des hommes libres. Les serfs étaient des travailleurs agricoles légalement attachés à une terre et à son exploitation, avec l'obligation de cultiver un domaine seigneurial (laïque ou ecclésiastique). En échange, ils pouvaient cultiver une parcelle pour leur propre subsistance et celle de leur famille, à charge de payer au seigneur une redevance en nature ou en argent. Si leur champ d'action restait très limité, ils avaient toutefois légalement des droits, ils ne pouvaient pas être vendus, ni expulsés, leurs corvées ne pouvaient pas être augmentées et dans une certaine mesure, ils pouvaient hériter et léguer à leurs descendants ce qui leur assurait, en échange d'un manque de liberté, une certaine protection.

LA SPECIFICITE DU SERVAGE EN OCCIDENT : Le servage s'inscrivait dans une situation d'affaiblissement d'un pouvoir central en incapacité de contrôler tout son territoire et d'en assurer l'approvisionnement dans une période d'invasion et d'insécurité. Il cadre bien avec la période féodale où, sur le plan politique, il y a émiettement du pouvoir avec des liens d'homme à homme (vassalité) qui se substituent au rôle de l'État et sur le plan économique, un repli en autarcie sur le monde rural, où on cherche à produire l'essentiel sur place, la seule richesse stable devenant la terre. Ce qui explique que le servage va tendre à disparaître en Occident au moment où vont s'affirmer à nouveau des États forts et centralisés

LA SPECIFICITE DU SERVAGE EN RUSSIE : UNE INTRODUCTION TARDIVE (seulement à la fin du XV^e siècle)

Tout à l'inverse de l'Europe Occidentale, le développement du servage intervient tard dans l'histoire de la Russie, seulement à la fin du XV^e siècle alors que pendant le Moyen Âge, la paysannerie russe était libre et même relativement plus émancipée que celle de l'Occident. C'est justement au moment où le servage est en train de disparaître en Occident, qu'il est introduit en Russie. Curieusement c'est une période où au contraire un pouvoir central émerge et où se crée un État centralisé autour de la principauté de Moscou, d'autre part c'est au fur et à mesure que s'affirme ce pouvoir impérial autocrate que le servage va s'étendre et se renforcer, et plus on entre dans l'époque moderne, plus ce servage en Russie va, au fil du temps, se généraliser et plus les conditions des serfs vont s'aggraver. De plus, les conditions légales des serfs russes sont différentes de l'Occident et par certains aspects peuvent même être intermédiaires avec l'esclavage.

Depuis le XIV^e siècle la Russie avait subi des violentes invasions (tartares et mongols successeurs de la Horde d'Or) à partir notamment du Khanat de Crimée, qui faisaient fuir les paysans des régions les plus exposées. La Russie s'affirmant et se structurant autour de la Principauté de Moscou, son Prince Ivan III, pour stabiliser la situation et assurer la valeur économique des grandes terres agricoles, autorise en 1497 les propriétaires terriens à obliger les paysans à rester à longueur d'année dans leurs domaines, quitte à faire usage de la force. Cette tendance va se renforcer au XVII^e siècle avec le règne de Boris Goudounov augmentant le nombre d'habitants des campagnes sujets à cette obligation. Puis, devant la multiplication de cas de fuites des paysans qui s'échappaient des domaines nobiliaires. le servage va se trouver réglementé et codifié en 1649 par le tsar Alexandre Ier. Ces nouvelles mesures vont étendre encore le servage, cette fois à la quasi totalité des terres agricoles de Russie et surtout dans les terres les plus fertiles. Le recensement ordonné en 1719 par Pierre le Grand montre que 80% des paysans sont des serfs. Dans la pratique tous les paysans étaient désormais tenus d'être à perpétuité sujets d'un propriétaire terrien, avec interdiction pour eux comme pour leurs descendants d'en quitter le domaine. En conséquence légale, les nobles maintenaient ainsi le droit de vendre les terres conjointement avec les paysans qui vivaient dessus. D'autre part, au cours du XVIII^e siècle se développe la vente de serfs sans les terres, parfois même aux enchères publiques, pratique n'étant légalement ni autorisée, ni défendue. La condition des paysans va encore s'aggraver avec le règne de Catherine II, pourtant « prototype du despotisme éclairé ». supposé s'inspirer des idées des Lumières. La tsarine devant composer avec les nobles, et les ayant dispensés du service militaire, renforce leur pouvoir dans les campagnes en leur concédant le droit de déporter les serfs en Sibérie (1765), elle va instituer le servage dans l'Ukraine récemment conquise où il n'existait pas jusqu'alors. (1783). Cette politique d'aggravation du servage provoquera de nombreuses révoltes paysannes, les paysans se joindront aussi à la grande révolte dirigée par le cosaque Pougatchev (1773-1775). qu'on trouve évoquée comme élément central dans le roman de Pouchkine « La fille du capitaine »

Autre particularité russe : les serfs ne sont pas seulement des paysans (serfs terriens) mais aussi des petits commerçants et artisans de village, des colporteurs, des domestiques, ils sont aussi enrôlés dans l'armée où ils constitueront la colonne vertébrale de l'infanterie russe, d'autres sont utilisés comme ouvriers d'usine. Tous sont soumis à l'autorité d'un aristocrate, (barine) dont la richesse se mesure au nombre « d'âmes » que l'on retrouve dans le titre du roman de Gogol « *Les âmes mortes* » qui vivent sur ses terres. Cependant il y a aussi des serfs d'état, subordonnés directement au tsar sur des terres provenant soit de la confiscation des propriétés de nobles turbulents soit de l'expansion des colonies militaires en Sibérie. Les serfs en Russie représentent donc une catégorie assez hétérogène. Les conditions les pires sont celle des serfs des terres noires du sud, contraint de mettre en valeur les biens des propriétaires par des corvées largement au-delà de la durée légale et qui ne disposent même pas de la propriété de leur propres

parcelles lesquelles, dans le centre et le nord, sont attribuées à la communauté villageoise, le « mir », système antérieur et beaucoup plus ancien en Russie que le servage, qui par certains aspects, est relativement équitable et même démocratique, mais peu favorable au progrès agronomique.

L'abolition du servage en Russie

Le maintien du servage en Russie impliquait la permanence dans les campagnes d'une énorme masse analphabète servile et exploitée dont était tenue de dépendre l'essentiel de la production agricole, élément alors essentiel de l'économie russe. Or, la permanence de ce régime induisait à cette époque un effet neutralisant sur tout ce qui aurait pu stimuler les innovations techniques de la Révolution Industrielle frein important qui empêchait de surmonter le retard économique, de même dans l'armée impériale la difficulté de moderniser l'armement avec comme « colonne vertébrale de l'infanterie » une masse de serfs réquisitionnés. Parallèlement, un courant d'opinion se développe y compris dans une partie de la noblesse en faveur de l'abolition du servage, relayé par certains intellectuels, sensibilisé par certains écrivains comme Tourguéniev avec l'exemple de l'énorme succès de « **Mémoires d'un chasseur** » (1852) contenant une émouvante dénonciation de sort des serfs (la 1ère édition est épuisée en 6 mois).

Le «**tsar libérateur**» : A son avènement (1855), Alexandre II, désappointé par l'humiliante défaite de la Russie dans la guerre de Crimée, décide de rompre avec la politique réactionnaire de son prédécesseur, Nicolas 1er. Alexandre II, le nouveau tsar, jeune, très bon connaisseur de l'Occident, habité à la fois par un désir de prestige international à l'extérieur, et un désir de popularité à l'intérieur est résolu à en finir avec le servage pour plusieurs raisons : la crainte d'une révolution générale, (l'insurrection des décembristes de 1825, durement réprimée par son prédécesseur, avait réclamé entre autre l'abolition du servage), à quoi s'ajoutent le désir de moderniser et d'occidentaliser la Russie, pensant ainsi renforcer l'État, et peut-être l'influence des appels pressants du philosophe occidentaliste et socialiste Herzen qui, depuis Londres, lui adresse une lettre l'exhortant à effacer « la souillure du servage » qui apparaissait comme une tache sur la Russie

les problèmes : on ne pouvait pas décréter la liberté des serfs sans que ne leurs soient attribuées des terres.

1ère étape en 1858 : Alexandre II, voulant entraîner les nobles par son exemple accorde aux serfs de la couronne la propriété des terres qu'ils cultivaient, mais il n'est pas suivi.

3 mars 1861 : Il impose la réforme générale de l'abolition : « tous les serfs (paysans artisans, domestiques) acquerraient au bout de 2 ans la **liberté personnelle**, les paysans se verraient attribuer des lots de terre d'autant moins étendus que le sol était plus fertile.

Difficultés : lots trop petits, (1 à 2 ha sur les terres riches, 4 ha en moyenne) => inférieurs à ceux qu'ils cultivaient. Ils devaient négocier le rachat avec les propriétaires, l'état leur avançait 4/5 de la somme à rembourser en 49 ans (capital + intérêts) ou bien le « cadeau du mendiant » sur 1/4 seulement de l'attribution normale, mais sans être propriétaire (retour au régime du mir)

Conséquences de l'abolition du servage : elle oblige à réformer l'administration locale

Modernisation administratives : Alexandre II complète l'émancipation des paysans en ressuscitant les «**zemstvos**» ou assemblées locales devant permettre de faire connaître les vœux des populations, elles sont élues selon un système qui favorise les grands propriétaires (il fallait payer un cens assez important) mais arrivent à comprendre cependant certains délégués paysans. Leurs pouvoirs vont des questions de ravitaillement, d'assistance publique, d'instruction primaire à l'entretien de la voirie et à la santé publique. Dans la foulée est instituée en 1870 l'autonomie administrative des villes (conseils municipaux et maires élus) et en 1874 la réforme Milioutine institue une armée nationale avec un service militaire et une instruction des conscrits. Pour exercer ces responsabilités, il fallait un personnel compétent issu des classes moyennes, d'où un sérieux effort pour élargir et libéraliser l'enseignement. (1863-64) les gymnases (lycées) rendus accessibles aux enfants de toutes conditions, et pour les universités la libre gestion de leurs activités..

Conséquences sociales : L'abolition mécontente tous les intéressés:

les nobles : privés d'une main d'œuvre servile, ils sont indemnisés en bons d'état vite dépréciés (d'ailleurs le plus souvent ils les dépensent dans les casinos d'Allemagne ou de la Côte d'Azur plutôt qu'en achat de matériel agricole) => leur alliance avec le tsarisme se fissure et certains vont s'engager contre l'autocratie.

Les paysans : sont indignés de devoir payer une terre qu'ils cultivaient déjà et qui se trouve réduite. D'où leur déception et parfois leurs révoltes (2000 émeutes entre 1861 et 1863). Certains ne pouvant acheter qu'une petite part de terre qui ne leur assure qu'une subsistance moindre qu'auparavant, préfèrent travailler pour leur ancien seigneur, ce qui explique la forte présence d'aristocrates parmi les propriétaires terriens siégeant dans les zemstvos., d'autres vont émigrer vers les villes chercher à s'employer dans l'industrie et vont venir y grossir la classe naissante des prolétaires urbains. Seule, à la marge, une minorité de paysans parvient à s'enrichir, ceux qui deviendront les « **koulaks** » et exploiteront les autres comme ouvriers agricoles qui parfois vont se retrouver plus maltraités encore qu'avec les nobles.

Conséquences politiques : Les buts poursuivis par Alexandre II de renforcer l'État et de désamorcer les mouvements révolutionnaires échouent. L'abolition fortifie une opposition libérale comme celle de l'élite cultivée « **l'Intelligentsia** », groupant d'une fraction de la noblesse et de la nouvelle bourgeoisie pour exiger une réforme politique et remplacer l'autocratie par une constitution à l'occidentale qui deviendront les K.D. (parti constitutionnel démocrate). Une partie d'entre elle se réclame du socialisme de Herzen autour du journal La Cloche (qui entre clandestinement) ; certains jeunes renonçant à la vie aisée et à « l'égoïsme raisonnable », autour du mouvement des « **Populistes** », organisent une « **Croisade vers le peuple** » pour travailler à ses côtés et l'éduquer, l'émanciper, c'est vite un échec.

Plus radicaux les « **Nihilistes** » se déclarent en guerre contre tous les mensonges conventionnels de la société et se préparent à l'action sous l'impulsion de l'écrivain Tchernychevsky (Appel à la jeune Russie). L'agitation gagne les Polonais qui se soulèvent en 1864 et sont très durement réprimés.

Ces radicalisations aboutissent à l'effet contraire de la démarche d'abolition, un raidissement de l'autocratie, un renforcement de la répression et de la censure.

S'ensuit l'action violente du « terrorisme révolutionnaire » de certains disciples de Bakounine. Et le recours à des attentats comme ceux contre le tsar (une dizaine de tentatives) dont le dernier lui coûtera la vie. (13 mars 1881).

La modernisation de la Russie dans le cadre du régime impérial paraît bien compromise.